



Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Transports et Mobilité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Thierry QUILES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Jean-Pierre GRAND, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Gilbert PASTOR

Transports et Mobilité - Tramway Ligne 5 - Protocole transactionnel d'indemnisation avec la SNC CAMPUS HIRONDELLES pour la réalisation des travaux de reconstitution des limites de la parcelle AS362 le long de la route de Mende à Montpellier - Autorisation de signature

Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009 puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil de Métropole a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération de la Ligne 5 de tramway de Montpellier entre Lavérune et Prades-le-Lez.

Par délibération n°9943 du 26 janvier 2011, le Conseil de Métropole a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, les missions complètes d'étude et de réalisation de l'opération de construction de la Ligne 5 de tramway.

Par délibération n°11737 du 25 juillet 2013, le Conseil de Métropole s'est prononcé sur l'intérêt général de la réalisation de cette opération.

Par arrêté n°2013-I-1656 du 28 août 2013, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, a déclaré d'utilité publique le projet de réalisation du tronçon Lavérune/Clapiers de la Ligne 5 de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole.

Conformément aux recommandations de la commission d'enquête, cette opération a débuté par le bouclage de la Ligne 4, inaugurée le 1^{er} juillet 2016, qui constitue le premier maillon de la Ligne 5 de tramway.

Par délibération n°M2018-149 du 26 avril 2018, le Conseil a approuvé la demande de prorogation de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) de la Ligne 5 et par arrêté n°2018-I-638, du 13 juin 2018, Monsieur le Préfet de l'Hérault a prorogé la DUP pour 5 ans.

La réalisation de la Ligne 5 rend nécessaire l'acquisition des emprises suivantes :

- 416 m² sur la parcelle cadastrée section AS362, propriété de la SNC CAMPUS HIRONDELLES (décision MD2019-660 du 18 juillet 2019), qui exploite le site comme location de logements étudiants. Cet ensemble immobilier est en cours de rénovation par le propriétaire.

L'emprise partielle entraîne la nécessité de reconstituer en recul le mur de soutènement, surmonté d'une clôture rigide, avec raccordement au mur mitoyen et la réalisation d'un portail, d'un escalier piéton et des espaces verts contre le nouveau mur, et enfin le recul de la rampe d'accès véhicules.

Les travaux sous maîtrise d'ouvrage SNC CAMPUS HIRONDELLES devront être réalisés entre juin 2019 et décembre 2019 (avec une libération totale de la parcelle au plus tard le 30 avril 2020), à l'exception des travaux d'adaptation de la rampe d'accès véhicules qui devront être réalisés au plus tard en juin 2021.

Concernant la réalisation de l'ensemble des réseaux humides et secs dans l'emprise cédée, ceux-ci ne seront réalisés par la SNC CAMPUS HIRONDELLES qu'en cas de défaillance des entreprises de TaM dans les délais d'intervention.

TaM en sa qualité de mandataire de l'opération Ligne 5 prendra en charge la totalité du coût des travaux visés dans la convention, sur présentation des justificatifs.

Le coût prévisionnel des travaux, sous maîtrise d'ouvrage SNC CAMPUS HIRONDELLES, s'élève à 215 989,40 € HT ou 249 399,40 € HT (valeur juin 2019) en cas de réalisation des réseaux humides et secs dans l'emprise cédée par la SNC CAMPUS HIRONDELLES.

TaM s'engage à fournir une avance de 5 % du montant global des travaux visés par l'article 2, soit 12 469,97 € HT avant le début des travaux, sur présentation d'une facture à signature de la convention rendue exécutoire.

Au fur et à mesure de l'avancement, la SNC CAMPUS HIRONDELLES adressera un titre de paiement à TaM, à l'avancement réel des travaux, accompagné d'un récapitulatif des dépenses jusque-là engagées, ainsi

que des pièces justificatives correspondantes.

Le solde sera versé sur présentation du bilan définitif établissant la totalité des dépenses constatées et réglées par la SNC CAMPUS HIRONDELLES au titre des ouvrages et après la réception des ouvrages réalisés.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le protocole transactionnel pour la réalisation des travaux de reconstitution sur les limites de la parcelle AS362 le long de la route de Mende à Montpellier ;
- autoriser TaM, mandataire de Montpellier Méditerranée Métropole sur le projet Ligne 5 de tramway, à signer le protocole ;
- dire que les crédits nécessaires dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM, sont inscrits au budget Transport de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 923 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Véronique PEREZ.

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-97700-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- protocole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.